

Roger RIDDELL, *Does Foreign Aid Really Work ?*, 2008, Londres, Oxford University Press, 505 p.

Laure Paquette

Volume 40, numéro 1, mars 2009

Carl Schmitt et les relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/037591ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/037591ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquette, L. (2009). Compte rendu de [Roger RIDDELL, *Does Foreign Aid Really Work ?*, 2008, Londres, Oxford University Press, 505 p.] *Études internationales*, 40(1), 156–158. <https://doi.org/10.7202/037591ar>

à la congestion sur certaines voies maritimes, aux problèmes de réglementation du marché du pétrole et à l'instabilité dans la qualité et la quantité des stocks de combustibles fossiles. À son avis, il importe de diversifier les importations du Moyen-Orient, d'augmenter le volume de réserves stratégiques des économies du bassin Pacifique, d'accroître les capacités de raffinage des pays asiatiques et d'établir un marché à terme du pétrole pour l'ensemble de l'Asie.

Les études sur la sécurité énergétique et les changements climatiques prennent de plus en plus d'importance. L'augmentation des besoins énergétiques et les problèmes environnementaux afférents sont une réalité. Pour les auteurs, le concept de sécurité énergétique est perçu en tant que processus de gestion plutôt que de réduction du risque inhérent à l'importation des sources énergétiques. Les trois soutiennent que la sécurité énergétique et la réduction de la croissance d'émissions de gaz à effet de serre ne peuvent être atteintes que par des solutions planétaires. Mais, sans se soucier du moindre paradoxe, ils soutiennent du même souffle que chaque État doit continuer d'exercer sa souveraineté sur ses propres besoins énergétiques. Ces textes ne reposent sur aucune hypothèse ou méthode scientifique rigoureuse et ils ne contiennent aucune analyse approfondie de la problématique sécurité énergétique et environnement. Les textes ne sont qu'une justification des politiques énergétiques des États-Unis ou une apologie des stratégies des entreprises énergétiques dans leur laxisme face aux problèmes environnementaux qu'ils génèrent.

Claude COMTOIS

Département de géographie
Université de Montréal, Montréal

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Does Foreign Aid Really Work ?

Roger RIDDELL, 2008, Londres, Oxford University Press, 505 p.

Voici un ouvrage très intéressant, à l'écriture claire et doté d'une des meilleures structures que j'aie vues depuis longtemps. Il se lit donc rapidement et facilement. Son auteur, Roger Riddell, est expert tant dans l'exercice de l'aide internationale que dans la réflexion sur le sujet, ayant écrit il y a une vingtaine d'années le classique *Foreign Aid Reconsidered*. L'ouvrage est assez long, comparativement aux monographies savantes de ces dernières années, puisqu'il compte plus de cinq cents pages. Cependant, pour le poids des faits et les capacités de l'auteur, les conclusions de l'ouvrage sont timides, et ses recommandations le sont également.

Tout le domaine de l'aide au développement, dans son contexte historique et politique, est examiné par le regard critique de Riddell. L'auteur observe de près les effets, les contraintes et l'efficacité générale de l'aide internationale, retenant à cet effet les faits les plus significatifs et les plus pertinents possible. Riddell se donne pour objectif l'aide au développement sous toutes ses formes : l'aide officielle en provenance des États étrangers, l'aide internationale en provenance d'organismes à but non lucratif et l'aide internationale en réponse aux situations d'urgence ou de crises locales ou régionales.

La première partie est surtout une mise en scène. Elle parle de l'évolution de l'aide au développement, de ses origines jusqu'à nos jours. Elle offre un répertoire exhaustif des approches et des

genres de politiques qui sous-tendent les principaux bienfaiteurs. Elle explique comment ce répertoire a donné lieu au complexe réseau qui régit actuellement l'aide au développement. Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur se penche sur les motifs pour lesquels les bienfaiteurs, États, organismes, groupes ou individus, accordent cette aide. Il jette un regard sur les raisons pour lesquelles les individus peuvent soutenir les efforts de développement et de travaux humanitaires des organismes à but non lucratif. Dans cette seconde partie, l'accent est mis sur les intérêts stratégiques, politiques et économiques des États bienfaiteurs. L'attention porte ensuite sur les raisons pour lesquelles les riches sont les bienfaiteurs des pauvres lointains, plutôt que des pauvres proches – des observations perspicaces d'un auteur lucide. Vient ensuite l'étude des raisons pour lesquelles les personnes riches donnent aux pauvres lointains. La seconde partie se termine par une revue des raisons morales que donnent les gouvernements pour accorder de l'aide.

La troisième partie est de loin la plus longue. Elle porte sur l'efficacité de l'aide au développement. Un chapitre entier discute des questions méthodologiques, qui sont épineuses dans ce domaine. Ensuite, Riddell s'intéresse à l'efficacité des projets financés par les États étrangers. Puis il examine comment l'aide internationale cherche à augmenter les capacités administratives des États et des groupes récipiendaires. Deux chapitres portant sur l'aide fournie par les organismes à but non lucratif clôturent la troisième partie. Le lecteur arrive essoufflé à la quatrième partie, qui présente un résumé des contraintes auxquelles doit faire face l'aide internationale, et qui l'empêchent d'avoir un plus

grand impact. En tête se trouve la mauvaise administration des organismes tant gouvernementaux que non lucratifs.

Riddell prononce dans cette quatrième partie son verdict principal : l'aide internationale est valable, mais elle pourrait être beaucoup plus efficace. Bien que les réformes de ces dernières années aient apporté une certaine amélioration, beaucoup reste à faire. Riddell nous offre une liste à deux volets de problèmes à régler. Le premier volet porte sur les donateurs : en premier lieu, les distorsions causées par les intérêts politiques, économiques et stratégiques des donateurs ; en second lieu, la volatilité et la volonté inégale des donateurs ; en troisième lieu, la multiplicité des donneurs et des fonds, programmes et projets ; enfin, en quatrième lieu, les conseils administratifs donnés par les bienfaiteurs. Une des grandes lacunes de ce volet concerne le traitement des connaissances portant sur les organismes à but non lucratif. Le second volet porte sur les récipiendaires : en premier lieu, l'engagement, la capacité administrative et l'administration ; en second lieu, les entraves à l'efficacité ; et, en troisième lieu, la situation politique des populations récipiendaires.

Malgré l'étendue de ces problèmes, Riddell n'émet que cinq recommandations. D'abord, et cela ne surprendra personne, l'aide est insuffisante. Et cette aide n'est pas accordée de façon systématique, rationnelle ou efficace. Ensuite, les montants d'aide changent de façon imprévisible d'une année à l'autre, ce qui empêche les récipiendaires de planifier adéquatement. De plus, les récipiendaires sont obligés de travailler avec des dizaines et même des centaines de donateurs distincts. Enfin, et ce, malgré l'importance de décisions

prises par les récipiendaires, le rapport entre donateurs et récipiendaires demeure très inégal.

Au terme de cette lecture, je me suis demandé si le véritable bénéficiaire de l'aide internationale n'était pas l'administrateur bien payé du pays ou de l'organisme donateur plutôt que le récipiendaire démuné. Ce n'est sans doute pas une question à laquelle l'auteur de cet excellent ouvrage aurait voulu que je m'attarde.

Laure PAQUETTE

*Department of Political Science
Lakehead University, Ontario*

RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE

The New European Union. Confronting the Challenges of Integration

*Steve WOOD et Wolfgang QUAISSE,
2008, Boulder, CO, Lynne Rienner
Publishers, xiii+253 p.*

Le 12 juin 2008, à peine six mois après sa signature par les chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres, les électeurs irlandais ont rejeté le Traité de Lisbonne lors d'un référendum national. L'objectif de ce traité était de définir les nouvelles règles qui régissent l'étendue et les modalités de l'action future de l'Union. Une fois de plus (les Français et les Danois avaient refusé de ratifier le Traité constitutionnel de 2004 lors d'un référendum national en 2005), même s'il ne s'agit que d'un nombre limité par rapport à la population entière de l'UE, la voix du peuple a manifesté une forme de mécontentement envers l'UE. Les analystes ne font pas l'unanimité sur les raisons de l'échec en Irlande. En fait, ces raisons sont multiples, certaines

immédiates (par exemple : campagne médiatique inadéquate), d'autres profondes. Dans cet ouvrage, signé par Steve Wood et Wolfgang Quaisser, le lecteur trouvera une analyse du fonctionnement de l'UE qui lui permettra de repérer certaines des causes profondes qui expliquent le rejet irlandais.

Pour les deux auteurs, l'UE est « une tentative de mettre en œuvre une méthode unique et même révolutionnaire d'organisation politique et de gouvernance pour un groupe d'États nations pour la plupart conservateurs ». Plutôt que d'essayer de définir, tant sur le plan constitutionnel que politique, cette tentative, Wood et Quaisser se concentrent sur le fonctionnement de l'UE et sur toute une série de défis qui risquent de la faire éclater : les tendances démographiques, une croissance économique faible, l'immigration, le terrorisme, les besoins énergétiques, l'extrémisme politique et de nombreux autres facteurs. Divisé en sept chapitres, cet ouvrage offre une analyse fort intéressante des différents aspects du fonctionnement de l'UE. Le premier chapitre est consacré à un résumé de l'histoire de l'union, de ses institutions principales et des défis prioritaires. Selon les deux auteurs, un des principaux problèmes qui caractérisent l'histoire du processus d'intégration européenne est « la déficience d'une volonté européenne commune ». Les chapitres qui suivent font souvent état des conséquences de cette carence importante dans le fonctionnement de l'UE.

Commençant par un examen de l'économie politique de l'Union, le deuxième chapitre est fort détaillé sur les défis du marché unique et de l'union monétaire. Deux thèmes principaux, notamment l'approfondissement (*deepening*), c'est-à-dire l'unification des marchés de commodités, de capitaux et de main-d'œuvre et la coordination